

## PROTOCOLE TRANSACTIONNEL

En application des articles 2044 et suivants du Code Civil

**Intitulé du marché: Location d'un pont Bailey, sur la RD 80, Pk 93.600, commune d'Olméda di Capi Corso**

Titulaire SARL TOUS TRAVAUX, 56, route de Sigloy - 45150 OUVROUER LES CHAMPS.

Entre :

**La Collectivité de Corse**, représentée par le Président du Conseil Exécutif de Corse, Monsieur Gilles Simeoni, dûment habilité aux fins des présentes en vertu de la délibération de l'Assemblée de Corse en date du                      et faisant élection de domicile au siège de l'Hôtel de la Collectivité, 22 cours Grandval 20 000 Ajaccio

D'une part,

Et

La société **TOUS TRAVAUX**, représentée par Monsieur Nicolas FAURE, gérant.

D'autre part,

Il est préalablement exposé ce qui suit :

La société TOUS TRAVAUX a mis en place, sur la RD 80, au PK 93,600, sur la commune d'Olméda di Capi Corso un pont provisoire, dit "pont Bailey", dans le cadre d'une procédure d'urgence suite aux intempéries de novembre 2016, conformément à l'article 30 du décret n°2016-360. En effet, les événements survenus correspondent à « des circonstances imprévisibles pour le pouvoir adjudicateur et n'étant pas de son fait ».. Cette procédure d'urgence a été passée le 03 décembre 2016, pour une installation du pont le 11 janvier 2017.

Le contrat attaché à cette procédure d'urgence impérieuse a expiré le 31 décembre 2017. Une nouvelle procédure de consultation a été lancée suivant la procédure négociée sans mise en concurrence ni publicité préalable prévue par l'article 30 I alinéa 3° b, du décret n°2016-360 du 25 mars 2016 et notifiée le 1<sup>er</sup> juillet 2018, afin de maintenir le pont jusqu'à la fin des travaux de confortements définitifs de la voirie.

Le pont a été maintenu en place de manière continue depuis le 11 janvier 2017, y compris entre le 31 décembre 2017, date de fin du contrat lié à la procédure d'urgence, et le 1<sup>er</sup> juillet 2018, date de mise en place du contrat complémentaire de location.

L'ouvrage a également été maintenu pendant les phases de travaux amenant à une fermeture de la circulation, afin de permettre le passage des engins de chantiers. Il fait l'objet de mesures de suivi en continu, afin de surveiller la bonne stabilité de l'ouvrage et

d'anticiper toute dégradation qui amènerait à une fermeture du pont, et donc de la route, ce qui isolerait toute la microrégion.

L'entreprise réclame la régularisation de prestations correspondant à la location du pont entre le 01 janvier 2018 et le 01 juillet 2018, date de démarrage du nouveau contrat de location, soit 6 mois de location à un cout mensuel actualisé de 3000 € hors taxes, soit 3 600,00 € toutes taxes comprises pour un montant total pour la période de **18 000,00 € hors taxes soit, 21 600,00 € toutes taxes comprises.**

L'entreprise réclame également la régularisation de prestations correspondant aux mesures de suivi du pont entre le 01 janvier 2018 et le 01 juillet 2018, date de démarrage du nouveau contrat de location, soit 6 mois de de visites mensuelles actualisées à 2 100,00 € hors taxes soit 2 520,00 € toutes taxes comprises, pour un montant total pour la période de **12 600,00 € hors taxes soit, 15 120,00 € toutes taxes comprises.**

L'entreprise réclame donc, en régularisation, un montant total pour la période du 1<sup>er</sup> janvier 2018 au 01<sup>er</sup> juillet 2018 de **30 600,00 € hors taxes soit, 36 720,00 € toutes taxes comprises.**

La Collectivité de Corse reconnaît les prestations ci-après exposées recevables et utiles:

Ceci étant exposé,

Les parties conviennent des dispositions suivantes :

#### **ARTICLE 1 : Objet du protocole**

A la suite des négociations entre les parties, la Collectivité de Corse accepte de régler, au titre du préjudice subi par la société **TOUS TRAVAUX** lors de la réalisation de prestations de services, la somme de **30 600,00 € hors taxes soit 36 720,00 € toutes taxes comprises (trente-six mille sept cent vingt euros toutes taxes comprises)**, dans un délai de trente (30) jours à compter de la signature du présent protocole.

#### **ARTICLE 2 : Concessions réciproques**

La Collectivité de Corse accepte de verser à l'entreprise **TOUS TRAVAUX** le montant indiqué. L'entreprise accepte ce règlement et se déclare intégralement remplie de ses droits indemnitaires à l'égard de la Collectivité de Corse pour ce qui concerne les prestations fournies.

#### **ARTICLE 3 : Caractère transactionnel**

Chaque partie se déclarant pleinement informée de ses droits, le présent acte vaut transaction au sens et en application des articles 2044 et suivants du Code civil et notamment l'article 2052 aux termes duquel les transactions ont entre les parties autorité de la chose jugée en dernier ressort.

#### **ARTICLE 4 : Frais et honoraires**

Chacune des parties conserve à sa charge l'intégralité des frais et honoraires afférents au protocole transactionnel ainsi que ceux antérieurs à sa signature et ce, qu'elle qu'en soit l'origine.

#### **ARTICLE 5 : Entrée en vigueur**

Le protocole entrera en vigueur dès lors qu'il sera signé des deux parties. Le présent protocole sera établi en trois exemplaires originaux, dont deux destinés à chacun des signataires.

#### **ARTICLE 6 : Litiges**

La présente transaction met définitivement fin au différend entre les deux parties et l'indemnité est acquittée par La Collectivité de Corse pour solde de tout compte.

Fait à                    le

Pour la société **TOUS TRAVAUX**  
de Corse

Fait à Ajaccio le

Pour La Collectivité

## **ANNEXE AU PROTOCOLE DE REGLEMENT TRANSACTIONNEL**

- Annexe 1 : Acte d'engagement du marché expiré le 31/12/2017
- Annexe 2 : Acte d'engagement du marché notifié le 1<sup>er</sup> juillet 2018
- Annexe 3 : Etat descriptif des prestations réalisées hors marché et Factures certifiées "service fait" par les services.
- Annexe 4 : Délibération autorisant le Président à signer le protocole.
- Annexe 5 : Attestation des services techniques certifiant l'utilité des ouvrages loués pour la collectivité.